REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 14 au 20 mars 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Biodiversité.....2
- Herbier de Maurice, un trésor à partager…

1.2 Projet Swiofish 2 : pêche artisanale.....3
- La pêche, c'est aussi un métier pour les femmes

1.3 Sécurité maritime.....5
- Cutlass Express 2023 military exercise comes to successful end

1.4 Projet Ecofish : pêche illégale.....7
- Inter-agency cooperation aims to end IUU fishing in the Union of Comoros

2. Centres d'Intérêts

2.1 Sécurité maritime.....9
- Sécurité maritime : Pravind Jugnauth exprime sa gratitude au gouvernement indien et à la marine indienne pour leur collaboration…

2.2 Pêche.....10
- L'enregistrement des pêcheurs : Des journées portes ouvertes seront organisées dans les postes de pêche les 20 et 21 mars 2023

2.3 Coopération.....11
- Madagascar – Japon : Un don de plus de 7,5 millions USD pour la mécanisation agricole

2.4 Société.....12
- Développement socio-économique : Les femmes entrepreneures inspirent la jeunesse

2.5 Economie.....13
- Le climat des affaires résiste mieux qu'attendu à La Réunion
- Economie : le girofle booste le commerce

2.6 Transition énergétique.....15
- Faire de l'Est un territoire à "énergie positive"
- Energie propre : Solution pour dépasser les délestages

2.7 Tourisme.....17
- Tourisme : 6% du nombre de touristes visés en deux mois

2.8 Environnement.....18
- Nouvelles négociations sous pression sur l'exploitation controversée des fonds marins



ECOLOGIE | 12

Herbier de Maurice,
UN TRÉSOR À PARTAGER...

L'Herbier de Maurice a été créé en 1960, mais ses origines remontent à 1830 et ses planches les plus anciennes à 1769, grâce au botaniste Philibert Commerson... Ce trésor national pourrait connaître un véritable renouveau grâce à la digitalisation complète de ses données et leur entrée dans de grands réseaux en ligne. - Dominique Bellier

Ruizia blackburniana with hole made by pic pic

Ruizia boutoniana Le Morne.

Implanté à Réduit, l'Herbier de Maurice rassemble les échantillons de plus de 23 000 plantes à fleurs et fougères, avec 3 000 autres spécimens de mousses (bryophytes), lichens, algues et champignons... ce qui en fait la plus importante collection de végétaux des Mascareignes dans l'hémisphère sud ! Dans notre île, où l'endémisme est des plus forts, mais où le taux d'extinction l'est hélas également, les nouveaux médias permettent d'accélérer la recherche en écologie et la conservation, et d'approcher l'idéal universaliste de la science que prônaient les premiers encyclopédistes.

Digitaliser et mettre en ligne toutes les informations réunies depuis le 18e siècle sur la flore de l'île est un rêve qui se concrétise pour la responsable des lieux, Claudia Baider. En 2015, le programme Biodiversité de la COI a permis de commencer à rassembler et croiser des données des herbiers de la région sur un même site, et produire un guide des orchidées

sauvages... À présent, un financement plus conséqu va amplifier et systématiser cette démarche jusqu'à digitalisation complète et l'intégration d'une base données internationale. L'intérêt ? Un saut qualit inédit rendant ces informations compréhensibles accessibles à la communauté scientifique mondi la sécurisation des données... et des programmes recherche nettement moins couteux.

Distephanus populifolius endemic

La pêche, c'est aussi un métier pour les femmes



Les participants de l'atelier

Nous comptons aujourd'hui plus de 15 000 femmes dans le secteur de la pêche dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien.

A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, qui a eu lieu le 8 mars dernier, la Fédération des pêcheurs artisans de l'Océan Indien (FPAOI), en partenariat avec la Commission de l'Océan Indien (COI), a organisé un atelier régional visant à valoriser la place des femmes dans le secteur de la pêche artisanale.

L'occasion pour ces professionnelles de mettre en lumière leur quotidien, leurs réussites et leurs ambitions.

Cette rencontre leur a aussi permis de poser les bases d'un réseau régional afin d'améliorer leur résilience face aux défis communs, de nature professionnelle et économique mais aussi sociale, environnementale et sécuritaire. C'est avec l'appui du projet SWIOFISH2 de la COI financé par la Banque mondiale que la FPAOI a réuni des femmes du secteur de la pêche des 5 États membres à Port-Mathurin (Rodrigues).

Durant cette journée, elles ont pu toutes prendre la parole afin de parler de leurs métiers respectifs, de leurs expériences, des difficultés rencontrées et de leur vision pour l'avenir. L'océan représente un vaste champ d'opportunités économiques pour les îles de l'Indianocéanie. Ainsi, la préservation et l'exploitation durable et respectueuse des ressources halieutiques, au profit des populations, est au cœur des actions conjointes de la COI et de la FPAOI.

Ainsi, la FPAOI contribue à l'aménagement des ressources et aux prises de décisions pour un avenir meilleur du milieu de la pêche artisanale. Les échanges interprofessionnels constituent des temps d'intelligence collective pour partager des bonnes pratiques, faire émerger des solutions collectives face aux défis partagés ou encore de nouer des partenariats et des

collaborations permettant de renforcer l'autonomisation des opérateurs et opératrices de la pêche artisanale. « Nous nous engageons à faire la promotion de la pêche soutenable et des ressources que nous avons aujourd'hui », a souligné Keith André, président de la FPAOI.
Malgré le poids que représente le secteur de la pêche dans l'attractivité économique de la zone Océan Indien, les professionnels rencontrent d'autres difficultés majeures. Pour rappel, l'Indianocéanie est l'un des 34 points chauds de la biodiversité mondiale. De ce fait, au-delà des enjeux économiques, elle doit faire face à plusieurs défis climatiques : pollution, dérèglement climatique, cyclones… il en ressort une vulnérabilité particulière du secteur de la pêche et des communautés qui en vivent face aux conséquences du dérèglement climatique.

Lire aussi :

- https://malagasynews.com/actualites/la-peche-cest-aussi-un-metier-pour-les-femmes/

Cutlass Express 2023 military exercise comes to successful end



Participants and guests in a souvenir photograph

The Cutlass Express 2023 military exercise, which has been taking place in the country since March 6 for two weeks, came to a successful end yesterday with the presentation of certificates to the participants.

The certificate presentation ceremony and the official closing of the training exercise was held at the Seychelles Coast Guard auditorium, Ile Perseverance, in the presence of the chief of the Seychelles Defence Forces (SDF), Brigadier Michael Rosette; the director general operations of the Canadian Coast Guard, Mark Mes; chief of staff (SDF) Colonel Jean Atala; the United States (U.S) special advisor to Seychelles, James Danegan; members of the Defence Forces Council and the directors of the country based Regional Coordination Operation Centre (RCOC) and National Information Sharing and Coordination Centre (NISCC), Sam Gonthier and Captain Gerard Wong Pool respectively, among other local and foreign military officers, instructors and guests.

This year the exercise was held in collaboration with the International Maritime Exercise which included 50 partnered nations and international organisations. Along with the Cutlass Express 2023, they form Africom's largest naval training exercise in the Indian Ocean, bringing together the U.S forces and regional partners to share their expertise and experience.

To mark its 12th edition, the Cutlass Express 2023 field training exercise was held in Mauritius from March 6 to 17, 2023 where partnered nations assembled with the common goal to maintain the freedom of navigation, strengthen relationships with partner nations, enhance regional stability against malign actors and to build coaction and familiarity with maritime security to enable rapid formation of a coalition force to combat maritime threats.

With the main exercise held in Mauritius, a small delegation of Canadian Coast Guard and U.S Navy came in to conduct training with SDF personnel simultaneously in small boat operations, mission planning and Maritime Operation Centre (MOC) mentorship. After one week of classroom session, the training went into practical in the second week where with the help of

the Seychelles Air Force, the participants engaged in simulation scenarios of rescue operation exercises involving a sunken five crew member fishing boat, and boarding and seizure of a vessel suspected of carrying illegal arms on the last day of the training (Thursday March 16) with the involvement of the police and Interpol for investigation purposes.

It was Commander Lindsay Draper from the U.S Maritme Forces who presented the certificates to the participants which was followed by exchange of mementos between the different forces – SDF, US and Canada.

Addressing the gathering, Mr Mes said that the Canadian Coast Guard is committed to continue its partnership with SDF and other foreign maritime forces, including with RCOC and NISCC.

He noted that since the Canadian Coast Guard joined the Cutlass Express military exercise in 2019, the partnership and collaboration between them and partner countries continues to grow in a very practical and meaningful way, learning from one another.

"Maritime security is a global issue and the best way to deal with the security of our environment, the security and safety of waters, is through this inter agency of collaboration and cooperation," said Mr Mes, who noted that maritime security is a shared global responsibility.

In his closing remarks, Brigadier Rosette thanked the U.S. Africa Command (Africom) and the US Naval Forces Africa (Navaf) for their continued sponsorship and support to ensure the success and continuity of the biggest multi-lateral exercise in the region.

He re-affirmed the SDF's continued support to the success of the exercise and the strengthening of partnerships in the region.

"Our assets, personnel and infrastructure will be readily available in support of your objectives," said Brigadier Rosette who noted that with the ever-changing security landscape, especially in the maritime domain, the bonds and contacts made will one day prove to be a useful asset, if we ever face real cross-border security scenarios.

Sponsored by the U.S. Africom and conducted by the US Navaf, the Cutlass Express, which is an exercise conducted in the Eastern African Coastal regions and Western Indian Ocean, is designed to improve regional cooperation, maritime domain awareness, information sharing between maritime operation centres, maritime interdiction, adherence to the rule of law, and counter-proliferation interdiction capabilities in order to disrupt illicit maritime activity and strengthen safety and security in the region.

One of the participants, second Lieutenant Jerome Philoe, operations officer SCG, said the training was very useful given that the participants learned more on how to handle security operations, on planned mission destined for smaller boats, compared to exercises in the past which were mostly targeted to security operation using bigger vessels.

"Now we can better plan our missions including our coxswains who are in a better position to handle any security operations at sea done in small boats," second Lt Philoe said.

Inter-agency cooperation aims to end IUU fishing in the Union of Comoros



An outcome of an inter-agency workshop held earlier this month in Moroni, organised by the National Fisheries Control and Surveillance Centre (CNCSP) in collaboration with the Indian Ocean Commission (IOC) and funded by the European Union (EU), the Union of Comoros will soon have its National Committee dedicated to the fight against IUU fishing.

The Comoros workshop was the first in a series of seven national workshops that TMT is facilitating for the coming months. TMT's mission in this context is to conduct an assessment of inter-agency cooperation in fisheries MCS in the countries participating in the IOC Regional Fisheries Surveillance Plan (PRSP), and to support the establishment or strengthening of national inter-agency cooperation mechanisms.



The Union of Comoros will soon have National Committee dedicated to combatting IUU fishing. Images: TMT

The Union of Comoros, identified since 2017 by the EU as a non-cooperating third country in opposing IUU fishing, has been trying over the past six years to get this red card lifted as this prevents, among other things, the export of fish products to the European market or the negotiation of a Sustainable Fisheries Partnership Agreement (SFPA) with the EU – the previous agreement was ended in 2018 following the red card.

Challenges identified at the time have led over recent years to the signature of bilateral cooperation agreements between national administrations in order to facilitate cooperation in areas such as the conduct of joint fisheries surveillance patrols or the registration of fishing vessels. The latter point is crucial for the lifting of the red card, as Comoros runs an open registry and

previously allowed for the flagging of fishing vessels operating globally without having the means to monitor their operations and assume flag state responsibilities.
The establishment of a National Commission will allow for monitoring the execution of those bilateral conventions, as well as facilitating other joint activities considered as priorities for small-scale fisheries MCS in Comoros. This includes the establishment of a system for keeping track of infractions detected by all agencies mandated for fisheries enforcement, and facilitating the case-building process and the ensuing administrative and legal proceedings.
The Comoros workshop and the upcoming events in Tanzania, Mozambique, Seychelles, Madagascar, Kenya and Mauritius are organised under the ECOFISH project, an EU-funded project implemented by IOC. The project's component on marine fisheries MCS provides critical funding for the running of joint MCS operations under the PRSP, the first African regional patrol mechanism established in 2007.

Sécurité maritime : Pravind Jugnauth exprime sa gratitude au gouvernement indien et à la marine indienne pour leur collaboration…

Le PM évoque l'immense potentiel de l'économie bleue pour la croissance économique

Le Premier ministre a effectué une visite des navires du premier escadron de formation dans le port de l'ile Maurice. Il s'est rendu plus précisément au quai A, dans la zone portuaire, à Port-Louis. On note aussi la présence de la Haute Commissaire de l'Inde à Maurice, K. Nandini Singla, le Commissaire de police, Anil Kumar Dip, et des membres du corps diplomatique.
Le capitaine Sarvpreet Singh, du premier escadron de formation, ainsi que ses commandants ont facilité la visite. Trois des sept navires du premier escadron de formation, à savoir INS Tir, INS Sujata et CGS Sarathi, sont à quai à Maurice dans le cadre des célébrations du 55e anniversaire de l'indépendance de Maurice et du 31e anniversaire de l'accession du pays au statut de République. S'exprimant à cette occasion, le Pravind Jugnauth a souligné que la participation de la marine indienne aux activités marquant les célébrations du Jour de l'Indépendance est un témoignage de la relation privilégiée entre l'île Maurice et l'Inde, fortement liée par des liens qui remontent loin dans l'histoire. A ce titre, il a exprimé sa gratitude au gouvernement indien et à la marine indienne pour cette collaboration.
Soulignant le rôle critique que jouent les mers pour les nations insulaires, le Premier ministre a indiqué que le gouvernement vise à doubler la contribution de ce secteur au PIB à moyen terme, en raison de l'immense potentiel de l'économie bleue pour la croissance économique. Notre partenariat dans le domaine maritime existe depuis longtemps et s'est renforcé au fil du temps", a-t-il déclaré, ajoutant que "la surveillance conjointe de la zone économique exclusive effectuée par la Garde côtière nationale (NCG) et les navires du premier escadron d'entraînement de la marine indienne joue un rôle essentiel".
Lors de cette visite, Pravind Jugnauth s'est aussi attardé sur les cours, le renforcement des capacités et les programmes de sensibilisation proposés par le premier escadron de formation. Le Premier ministre a par ailleurs exprimé sa gratitude pour l'aide apportée par les navires et les avions de la marine indienne ainsi que par les moyens du NCG déployés lors des opérations liées au navire de pêche échoué à Saint Brandon en décembre 2022.

Consolidation de la sécurité maritime

Autre point important, le chef du gouvernement a salué l'opération détaillée impliquant des hélicoptères, des bateaux et des commandos dans l'élimination des polluants et des risques majeurs pour la sécurité dans des conditions météorologiques défavorables. Le déploiement conjoint de la police **Suite de l'article**

L'enregistrement des pêcheurs : Des journées portes ouvertes seront organisées dans les postes de pêche les 20 et 21 mars 2023



"Le gouvernement continuera à œuvrer pour le bien-être de la communauté des pêcheurs et accélérera ses efforts pour s'assurer que davantage de pêcheurs reçoivent leur carte d'immatriculation le plus tôt possible. Dans ce contexte, des journées portes ouvertes seront organisées le lundi 20 mars et le mardi 21 mars 2023 de 8 h à 18 h pour permettre aux pêcheurs de s'enregistrer."

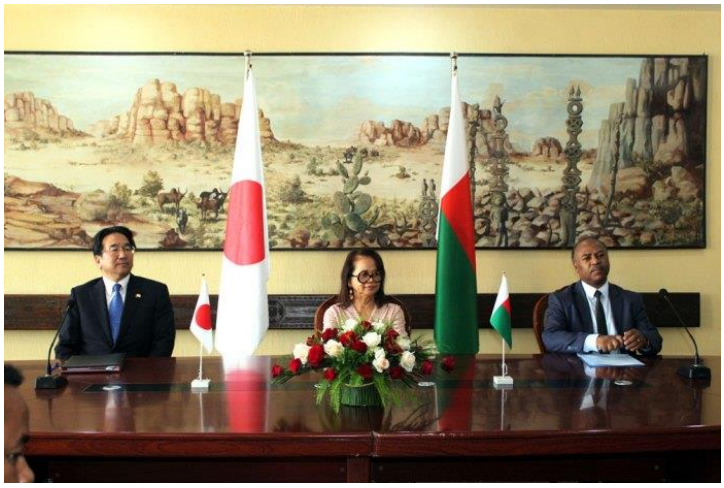
Cette annonce a été faite par le ministre de l'Économie bleue, des Ressources marines, de la Pêche et de la Navigation, Sudheer Maudhoo, le 17 mars, lors d'une conférence de presse tenue au siège de son ministère à Port-Louis. Le ministre Sudheer Maudhoo a également souligné que cette initiative était l'une des nombreuses mesures gouvernementales visant à atteindre l'objectif d'attribution de 1 000 cartes de pêcheurs, réduisant ainsi la longue liste d'attente pour l'attribution de ces cartes.

"Les pêcheurs enregistrés, a-t-il fait remarquer, bénéficieront de divers programmes proposés par le Fonds de protection des pêcheurs. Il s'agit notamment de bourses d'études pour les enfants de pêcheurs, d'une allocation de 5 000 roupies pour réparer les bateaux endommagés, d'un soutien financier aux familles de pêcheurs en détresse et d'allocations funéraires et de maternité, entre autres.

"Le Budget 2022/23, a souligné Sudheer Maudhoo, a introduit plusieurs mesures pour faciliter la vie des pêcheurs, comme la fourniture de 2 000 radios VHF portatives supplémentaires, le "Canotte Scheme", qui consiste en une subvention représentant 50 % du coût d'un bateau de pêche en fibre de verre et d'un moteur, jusqu'à un montant maximum de Rs 200 000, une allocation de 5 000 roupies par pêcheur pour l'achat de matériaux pour assembler des pièges à poissons, une aide financière de 2 500 roupies pour l'achat d'hameçons et une allocation pour mauvais temps de 575 roupies par jour. " Pour lui, ces mesures témoignent de l'engagement du gouvernement à soutenir la communauté des pêcheurs. **Suite de l'article**

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

Madagascar – Japon : Un don de plus de 7,5 millions USD pour la mécanisation agricole



Lors de la signature des échanges de notes entre les représentants des deux pays.

La coopération entre Madagascar et le Japon datant de plus de 60 ans, ne cesse de se renforcer, notamment, dans le domaine du développement du secteur de l'agriculture.

Les deux pays ont échangé leurs expériences et leur savoir-faire en vue de promouvoir ce secteur porteur faisant le pilier de développement de Madagascar à travers la mise en œuvre de différents projets dont entre autres, le projet PAPRiz, le projet « Fy Vary » et le projet « PC 23 ». Et dans le cadre du plan de développement économique et social, le Japon a remis un don portant une valeur de plus de 7,5 millions USD en vue de développer la mécanisation agricole dans la Grande île. C'est ce qu'on a appris lors de la signature des échanges de notes concernant l'acquisition d'engins et de matériels agricoles entre l'ambassadeur du Japon à Madagascar, SEM Abe Koji, et la ministre des Affaires étrangères, Yvette Sylla hier à Anosy, et ce en présence du ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, Harifidy Ramilison.

Riziculture moderne

Ce don est composé, notamment, de neuf tracteurs de 100CV, de 2 tracteurs de 30CV, de 4 semoirs de 10 lignes, de 11 charrues réversibles, de 11 remorques, de 44 repiqueuses, de 8 moissonneuses, de 8 riz destoner, de 6 Grind Mill pour le charbon balle du riz. Madagascar est en même temps doté de 43 motopompes, de 10 000 boîtes de pépinières, d'un camion de type cargo de 4 Tonnes et de 8 camions de type cargo de 2 Tonnes, sans oublier le sulfate d'ammonium. Il faut savoir que les centres de recherche FOFIFA ainsi que les pôles de productions rizicoles appuyés par les directions régionales du ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, tels que Marovoay et Alaotra Mangoro, en seront les bénéficiaires. **Suite de l'article**

Développement socio-économique : Les femmes entrepreneures inspirent la jeunesse



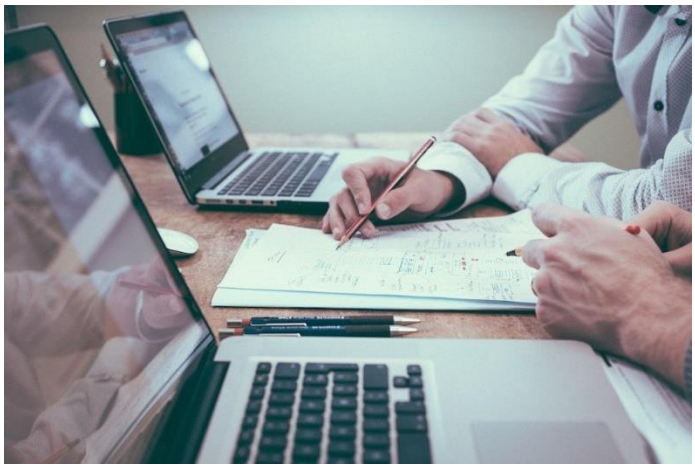
Les intervenantes du business talk « success-stories des femmes entrepreneures et leader engagées ».

Entre les business talks, les ateliers de démonstration et les expositions, les jeunes qui sont venus en grand nombre au salon des femmes entrepreneures ou SAFE ont trouvé ce qu'ils sont venus chercher.

« *Je suis ici pour avoir les conseils et orientations nécessaires en matière d'entrepreneuriat. Je rêve d'avoir mon entreprise un jour et c'est toujours important d'apprendre d'autres expériences. C'est donc une opportunité qui se présente pour moi et je veux en tirer le maximum* ». Du haut de ses 21 ans, Fenosoa fait partie des milliers de jeunes intéressés par le monde de l'entrepreneuriat et qui ont visité le salon des femmes entrepreneures du 17 au 19 mars dernier. Un événement international qui a rassemblé des femmes issues des quatre coins de Madagascar et d'autres pays. Pour les jeunes comme Fenosoa, l'événement était une occasion d'apprendre et sur l'entrepreneuriat et sur les femmes entrepreneures. Conseils pratiques tirés d'anecdotes basées sur des situations concrètes, bonnes pratiques et diverses orientations ainsi que des bouffées de motivation, elles (les femmes entrepreneures), aussi bien les exposantes que les intervenantes des business talks, venues de divers horizons, ont donné leur maximum.

Et il faut le dire, c'est ce genre de partage que les jeunes malgaches cherchent. Une jeunesse à la dérive qui a besoin de repères dont les femmes entrepreneures malgaches ont pu bénéficier le temps de cet événement. **Suite de l'article**

Le climat des affaires résiste mieux qu'attendu à La Réunion



L'IEDOM publie les Tendances conjoncturelles relatives au quatrième trimestre 2022.Le climat des affaires résiste mieux qu'attendu, au quatrième trimestre 2022. Dans un environnement économique caractérisé par des tensions inflationnistes, des conditions de financement moins favorables, et la montée des incertitudes (énergétiques, géopolitiques), l'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise
interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, fléchit légèrement à 108,1 (après 110,7). Il demeure cependant au dessus de sa moyenne de longue période (100), signe que le climat des affaires reste globalement bien orienté.
L'activité continue à se développer, mais à un rythme plus modeste que précédemment
Selon les chefs d'entreprise, l'activité continue ainsi à se développer, mais à un rythme plus modeste que précédemment.
Ce ralentissement devrait se prolonger début 2023, dans un contexte de modération de la consommation des ménages et de hausse significative des prix à la consommation (+3,9 % en glissement annuel à fin décembre à La Réunion). « La baisse des importations de biens destinés aux ménages et la stagnation des immatriculations de voitures neuves et des montants des paiements par carte bancaire des ménages au 4e trimestre corroborent l'infléchissement de la consommation » indique Philippe La Cognata, directeur de l'IEDOM à La Réunion. **Suite de l'article**

Economie : Le girofle booste le commerce extérieur

Au dernier trimestre de l'année 2022, le girofle a encore le vent en poupe. Il booste le commerce extérieur. Selon le dernier bulletin de la banque centrale des Comores, les exportations des biens ont plus doublé en s'établissant à 12,5 milliards kmf contre 5,5 milliards kmf au troisième trimestre, imputable essentiellement à la hausse des exportations du girofle (+6,5 milliards kmf).



Le secteur du girofle devient la principale ressource économique à l'export pour les Comores. Il connaît un accroissement important au cours du quatrième trimestre 2022 avec +6,6 milliards de francs comoriens. « Cette situation reflète le déstockage de girofle enregistré au cours de la période sous revue à hauteur de 5761 tonnes expédiées principalement en Asie après 2 204 tonnes au trimestre précédent. En effet, les recettes d'exportation du girofle ont atteint 11,4 milliards kmf au quatrième trimestre contre 4,8 milliards kmf au troisième trimestre », note la banque centrale des Comores dans son dernier bulletin trimestriel.

En effet, l'Asie demeure la première destination des produits comoriens comme au troisième trimestre en captant plus des deux tiers de ces produits (69,2%) grâce à la hausse des expéditions du girofle à hauteur de 8,6 milliards kmf notamment en Inde et à Singapour.

Avec l'exportation du girofle aux Emirats Arabes Unis, le Moyen-Orient devient la deuxième destination des produits comoriens avec 12,3% de part dans le total des exportations. Pour sa part, le marché européen est la troisième destination des produits comoriens sur la même période avec 9,8% du total des exportations. Celles-ci, principalement composées de girofle (550 millions kmf) et de la vanille (522 millions kmf).

La quatrième place est occupée par le marché américain qui a capté 3,9% des produits comoriens. Quant au marché africain, il détient 3,1% du total des exportations comoriennes, essentiellement composées de girofle à destination des pays du COMESA.

Pour la vanille, elle est expédiée à hauteur de 668 millions après un trimestre sans expéditions. La vanille et l'ylang-ylang, deux autres produits de rente ont enregistré des baisses de 608 millions km pour l'ylang-ylang et 247 millions kmf pour la vanille.

Par rapport au troisième trimestre 2022, le déficit de la balance commerciale s'est amélioré de 2,9 milliards kmf au quatrième trimestre de l'année en cours en lien avec une hausse des exportations (+7,0 milliards kmf), comparée à celle des importations (+4,2 milliards kmf).

KDBA

Faire de l'Est un territoire à "énergie positive"



ENVIRONNEMENT. Après la CiVis et la Cinor, c'est avec la Cirest qu'une convention de partenariat a été signée, hier, par le Sidélec, à son siège, par Maurice Gironcel et Patrice Selly. Elle vise à soutenir la mise en œuvre, par l'EPCI de l'Est, de son Plan Climat Air Énergie *(PCAET)* 2022/2028. Décliné en 21 actions, ce dernier fixe des objectifs en matière de maîtrise de la demande en énergie et de développement des énergies renouvelables par la mobilisation privilégiée des filières locales.
À l'horizon 2025, l'objectif est de faire de l'Est un *"territoire résilient face au changement climatique"* mais également à *"énergie positive et bas carbone."* À travers la convention, signée pour une durée de trois ans renouvelables, le Sidélec, autorité organisatrice dans l'île du service public de distribution d'électricité, s'engage à mobiliser ses ressources avec trois axes majeurs : l'efficacité énergétique et la maîtrise de la consommation *(suivi des consommations du patrimoine de la Cirest, éclairage durable…)*, le développement des ENR, notamment par une évaluation des potentialités sur le photovoltaïque et la sensibilisation des acteurs.

Un accompagnement technique qui vise également la mobilisation des dispositifs de financement. Sur le terrain, des actions sont déjà engagées. Sur les 3 dernières années, les six communes de l'Est ont bénéficié de 8 millions d'euros d'investissement en matière d'électrification rurale. Concernant l'éclairage public, c'est la rénovation en LED de 3 203 points lumineux, dont 809 sur Saint-Benoît, qui a été lancée pour un investissement de 5 millions d'euros et 1 000 tonnes de CO2 évités. P.M.

Energie propre : Solution pour dépasser les délestages


Le soleil est une source d'énergie propre dont l'exploitation est plus que propice avec le changement climatique.

L'accès des ménages à l'énergie demeure encore très limité avec seulement 15% de la population malgache qui ont accès à l'électricité. La compagnie nationale d'électricité et eau de Madagascar (Jirama) n'est pas à la hauteur des attentes des abonnés qui ne cessent de se plaindre face à la médiocrité de la qualité des services octroyés. L'énergie propre a été au centre de la célébration de la Journée mondiale des droits des consommateurs qui s'est tenue hier à Toamasina. L'événement en question avait d'ailleurs pour thème « Autonomiser les consommateurs par une transition vers des énergies propres ». Il s'agit d'un thème d'actualité avec laquelle on pourrait dépasser les problèmes de délestages que les dirigeants n'arrivent pas à résoudre.

Il est à noter que le Président de la République a annoncé vendredi dernier durant l'inauguration du Jirama Shop à Anosizato, que l'Etat n'allouera pas de subvention au pétrole d'ici la fin de cette année. La raison est que cela permettra de mieux se consacrer à la distribution de kits solaires. L'Etat a fini par prendre conscience du fait que continuer à subventionner la Jirama revient à jeter l'argent par la fenêtre. Ce qui ne fait que confirmer l'évidence que les dirigeants sont lents à la détente.

C'est bien que les dirigeants pensent à offrir des solutions comme l'octroi de kits solaires pour que les citoyens malgaches puissent bénéficier de l'électricité dans leurs foyers, lesquels ne cessent de s'obscurcir en raison des problèmes qui s'entassent dans leur quotidien. Il faut dire que les Malgaches sont gavés de coupures d'électricité et d'eau qui n'en finissent pas. Mis à part les problèmes de délestage, il y a aussi l'inflation qui pèse lourd dans la vie de tout un chacun dans la mesure où le prix du kilo de riz frôle les 4 000 ariary à l'heure actuelle. C'est là le résultat de la mauvaise gouvernance des dirigeants qui préfèrent faire du business avec des importations à outrance au lieu de soutenir le secteur agricole.

Tourisme : 6% du nombre de touristes visés en deux mois


Seulement 6% du nombre de touristes visés (300 000 visiteurs) sont venus aux deux premiers mois de cette année

Madagascar avait accueilli 348 000 touristes en 2019, avant la pandémie de Covid-19. Avec la reprise des activités touristiques, le ministère du Tourisme ambitionne cette année d'atteindre 300 000 arrivées touristiques. D'après le bilan des arrivées touristiques dressé par le ministère du Tourisme, 10 157 visiteurs accueillis au mois de janvier de cette année et 9 191 touristes au mois de février, soit près de 20 000 arrivées touristiques enregistrées à Madagascar durant ces deux premiers mois de l'année. Parmi ces touristes, 47,88% des visiteurs sont de nationalité française, 9,09% sont des Malgaches résidant à l'étranger, 4,65% sont des Polonais, 3,73% proviennent de l'île Maurice, 3,55% sont de nationalité italienne et le reste viennent des Etats-Unis, de l'Inde, de la Pologne, de la Chine et de l'Allemagne. Ce qui est loin de l'objectif d'atteindre 300 000 touristes cette année, seulement 6% du nombre de touristes visés sont venus aux deux premiers mois. A ce rythme si 10 000 visiteurs accueillis en un mois (soit 30 000 visiteurs au premier trimestre), environ 120 000 visiteurs sont recensés tout au long de cette année. Certes, il faudra un effort pour l'amélioration du secteur du tourisme. Aucune évolution n'a été constatée. Ce qui préoccupe les dirigeants, c'est la forme, mais non pas le fond du problème. Parmi les principaux facteurs de blocage, la liste est encore longue pour ne citer de l'insécurité grandissante, la médiocrité des services (racket à la douane, cherté des billets d'avion par rapport à d'autres destinations, etc.), l'état déplorable des routes, etc. Le ministère du tourisme compte sur l'organisation d'évènement comme le Salon international du tourisme, la participation aux divers salons internationaux… sans penser au véritable fléau. Une réunion a eu lieu hier à Anosy, avec la participation des parties prenantes dans le secteur aérien et tourisme pour discuter des moyens stratégiques à développer afin d'atteindre 1.000.000 de touristes pour les prochaines années à venir. Toujours une solution sur la table.

Nouvelles négociations sous pression sur l'exploitation controversée des fonds marins



Cette photo de Greenpeace montre le navire Arctic Sunrise de Greenpeace arrivant à Kingston, en Jamaïque, le 16 mars 2023. Les négociations mondiales sur la réglementation de l'exploitation minière des fonds marins ont repris de plus belle jeudi, sous la pression d'un petit pays du Pacifique qui pourrait bientôt demander un contrat si les pourparlers ne débouchent pas sur des mesures concrètes.Photo by Martin Katz / GREENPEACE / AFP)

(AFP) - Moins de deux semaines après l'accord historique pour protéger la haute mer, les négociations sur l'extraction minière sous-marine ont repris jeudi en Jamaïque, sous la pression des ONG qui espèrent que cette industrie controversée ne voie jamais le jour.

"Quels gouvernements voudraient saper la réussite de ce traité en donnant un feu vert à l'exploitation minière sous-marine si rapidement après ce succès historique?", a lancé dans un communiqué Sebastian Losada, de l'ONG Greenpeace qui a dépêché à Kingston son navire Arctic Sunrise arborant une bannière "Stop à l'exploitation minière sous-marine".

Le 4 mars, les Etats membres de l'ONU se sont enfin mis d'accord sur le premier traité international de protection de toute la partie des océans qui n'appartient à aucun Etat.

Mais si ce futur traité sur la haute mer inclut en principe le plancher océanique, c'est l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) et ses 167 Etats membres qui ont aujourd'hui la main sur ce "patrimoine commun de l'humanité", en vertu de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer.

L'AIFM, basée à Kingston, a pour l'instant octroyé une trentaine de contrats d'exploration à des centres de recherche et des entreprises, dans des zones bien délimitées, potentiellement riches en minerais.

Et l'exploitation industrielle du nickel, cobalt ou cuivre n'est pas censée commencer avant l'adoption d'un code minier en discussions depuis près de dix ans. **Suite de l'article**